

Yvelines à gauche

«Toute société qui prétend assurer aux hommes la Liberté, doit commencer par leur garantir l'existence »

Léon Blum

Journal d'information des socialistes des Yvelines

3 - Juin 2005



ACTUALITÉ

Vernouillet 12 juin 2005

Victoire écrasante de la gauche aux municipales

A Marie Hélène et à son équipe : Bravo et Merci

Cette victoire, nette et sans bavure, est celle d'une équipe et de son édile avec près de 71 % des suffrages pour la gauche. La victoire sur la droite est impressionnante.

Marie Hélène Lopez-Jollivet, de part sa présence sur le terrain depuis plusieurs années, son élection comme Conseillère générale en 2004 et un réel don pour fédérer une équipe, a conquis cette ville dirigée par la droite depuis trop longtemps.

La reconquête est en marche, et Vernouillet en est la première étape.

L'exemple de Marie Hélène doit être profitable à tous, une élection ne se gagne pas seulement par des discours, même brillants, mais surtout par une action à long terme dans sa ville, son canton ou sa circonscription, reposant sur un projet clair, réaliste et crédible.

Maintenant, Marie Hélène et son équipe ont pris les rênes du pouvoir et ont deux années et demi pour mettre en œuvre les premiers éléments de leur projet. Le temps sera court, mais nous sommes certains que les propositions faites seront respectées.

Vernouillet est ainsi repassé à gauche, et nous, hommes et femmes de gauche, devons nous mettre dès aujourd'hui en situation de reconquérir des villes de la vallée de la Seine, telles que Poissy, Triel, Verneuil, Chanteloup-les-Vignes, Aubergenville, etc., de même que Saint-Cyr-l'Ecole, Les Clayes-sous-Bois, Plaisir, Elancourt et autres. Cette liste n'est pas exhaustive, heureusement.

Dans toutes ces villes, les bilans à mi-mandat de la droite ne sont guère bons, voir très mauvais. Les citoyens attendent de nous une alternative crédible, Vernouillet est, à l'instinct, notre meilleur message.

Sachons faire abstraction de problématiques nationales ou européennes pour faire avancer nos idées de gauche, progressistes, sur le terrain local, pour améliorer la vie de nos concitoyens et rappelons-nous que c'est en étant unis et en rassemblant l'ensemble des forces de gauche et nos sympathisants, que nous serons crédibles et que nos victoires seront possibles.



ÉDITO

Le référendum dans les Yvelines

Avec un taux de participation de 70 % dans le département, les Yvelines sont dans la moyenne nationale, mais force est de constater qu'il n'en est pas de même pour les résultats : 59,5% pour le oui, 40,5 % pour le non.

Il serait tentant, pour le Parti Socialiste Yvelinois, de se réjouir de ces chiffres en arguant que sa campagne dans le département a porté ses fruits. Pourtant, comme pour l'ensemble de la France, ce vote nous interpelle et sert de révélateur à une situation ancienne.

Le territoire de notre département semble coupé en deux. 66% pour le non à Trappes, 71 % pour le oui à Saint-Germain : les résultats font apparaître clairement la carte des inégalités sociales. Mais ils révèlent aussi la fracture géographique du département mettant en évidence des inégalités territoriales que les socialistes ont toujours dénoncées : clivage entre le nord et le sud, entre les espaces urbains et ruraux...

A l'évidence, comme pour le territoire national, nous ne pouvons nous contenter d'une lecture simpliste. Nous devons donc analyser en profondeur ce qui s'est manifesté le 29 mai, quelles qu'aient été les prises de position des uns des autres dans la campagne, et nous interroger collectivement sur la façon de répondre à la demande sociale et démocratique qui s'est exprimée dans le non. Enfin, gardons à l'esprit que la construction européenne doit rester au cœur de notre réflexion de socialistes.

L'équipe de rédaction



Les conseils de développement : un outil pour l'intercommunalité



Les 2 et 3 juin se sont tenues à Saint-Quentin-en-Yvelines les 6èmes Rencontres Nationales des Conseils de Développement. « Yvelines à Gauche » est allé à la rencontre de Philippe Marguerit, président du Codesq et organisateur de ces journées.

Qu'est-ce qu'un Conseil de Développement ?

Les Conseils de Développement ont été institués en 1999 par la « loi d'orientation pour l'aménagement et de développement durable du territoire » dite loi Voynet. Ils sont composés de représentants bénévoles des milieux économiques, sociaux, culturels et associatifs. Ils sont consultés lors de l'élaboration des projets d'agglomération et sur toute question relative à une agglomération.

Qu'est-ce que le Codesq ?

Le Codesq est le Conseil de Développement de Saint-Quentin-en-Yvelines créé en avril 2002 dans le cadre de la sortie de l'Opération d'Intérêt National mettant fin au statut particulier de « Ville Nouvelle » de Saint Quentin en Yvelines. Il comprend 50 membres issus d'associations, de syndicats, d'institutions comme la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers.

Les Conseils de Développement sont ils nombreux ?

Sur l'ensemble du territoire national, il existe environ 250 Conseils de Développement. L'Ile de France, qui est en retard dans la mise en place des intercommunalités, ne compte qu'une dizaine de Conseils de Développement et dans les Yvelines, le Codesq est le seul.

Les Conseils de Développement sont-ils vraiment utiles ?

Certainement, dans une société qui souhaite promouvoir un développement de type durable, tel que défini à Rio en 1992, les Conseils de Développement sont un outil indispensable aujourd'hui à la démocratie participative. Leur légalisation pousse les élus et les agents territoriaux à modifier leur comportement, cela ne se fait pas forcément facilement.

Les Conseils de Développement ne se substituent-ils pas à la société civile ?

Surtout pas ! Si les membres des Conseils de Développement doivent assumer pleinement leur rôle consultatif, ils doivent être tout particulièrement attentifs aux idées, propositions, suggestions voire exigences de la société civile. Ils doivent être un des relais entre la politique décisionnaire et la société civile.

Mais les membres de Conseils de Développement ne doivent-ils pas avoir les compétences nécessaires pour assumer ce rôle ?

Attention, chaque membre possède une ou des compétences particulières qui expliquent sa présence au sein d'un Conseil de Développement. Toute la difficulté lorsqu'un Conseil de Développement est créé, est d'arriver à rapidement construire

entre ses membres une vision globale, partagée et assez fine de l'agglomération de telle sorte que les avis ou les analyses des Conseils de Développement soient effectivement pertinents.

Au-delà du rôle institutionnel des Conseils de Développement, quelle fonction peut-on leur voir aujourd'hui ?

Aujourd'hui, dans une société française qui globalement doute d'elle-même, confrontée à une croissance économique faible, une précarisation et une marginalisation significative de sa population, face aussi au processus de fragilisation voire de destruction de l'environnement, les Conseils de Développement ont un rôle majeur d'alerte, de mobilisation des énergies pour porter le message d'un développement à la fois puissant et équilibré. Le développement ne peut être porté exclusivement par les acteurs directs de la mondialisation, il doit être pris en charge aussi par les citoyens à partir de leur territoire.

La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines

Depuis le 1er janvier 2004, le SAN (Syndicat d'agglomération nouvelle) de Saint-Quentin-en-Yvelines s'est transformé en Communauté d'agglomération (CA). Cette évolution en douceur s'appuie sur trente ans d'expérience d'intercommunalité, la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ayant été officiellement créée en août 1972.

La CA de Saint-Quentin-en-Yvelines est une structure intercommunale organisée selon la loi du 14 juillet 1999, dite loi Chevènement. Elle regroupe sept communes (Élancourt, Guyancourt, La Verrière, Magny-les-Hameaux, Montigny-le-Bretonneux, Trappes et Voisins-le-Bretonneux) qui se réunissent pour gérer ensemble des services qui s'articulent autour de compétences d'intérêt communautaire obligatoires (développement économique, aménagement de l'espace, équilibre social de l'habitat, politique de la ville...) et optionnelles (assainissement, culture, création ou aménagement et entretien des voiries, eau, lutte contre les nuisances sonores, construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs et culturels).

La CA est administrée par un conseil composé de 42 délégués désignés par les conseils municipaux des sept communes qui la compose et d'un bureau. Elu pour une durée de six ans par le conseil, le président de la CA est, depuis 1998, Robert Cadalbert, maire-adjoint de Guyancourt et conseiller régional d'Ile-de-France.

J.O 2012 Deux sites olympiques dans les Yvelines

Le 6 juillet à Singapour sera élue la ville hôte des Jeux Olympiques Paralympiques par les membres du CIO. Si Paris est désignée, les Jeux de la XXXème Olympiade se tiendraient du 27 juillet au 12 août 2012 et les Jeux Paralympiques du 29 août au 9 septembre 2012. Parmi les 32 sites prévus, deux se trouvent dans les Yvelines : le vélodrome à Saint-Quentin-en-Yvelines et le centre de tir à Versailles.

Saint-Quentin-en-Yvelines territoire Olympique

Le cyclisme sur piste à Montigny, le VTT à Élancourt, le bicross à Trappes, le passage de la course cycliste sur route en ligne par les étangs de la Minière à Guyancourt, et peut-être le golf, si la discipline devient olympique, au golf national à Guyancourt. Autant de compétitions qui se tiendront, en cas de succès de Paris 2012, à Saint-Quentin-en-Yvelines et feront vivre le territoire pendant plus de dix ans. Le vélodrome, à l'entrée de la base de loisirs sera le théâtre des épreuves de cyclisme sur piste, dans lesquelles les tricolores ont l'habitude de briller. Cette structure modulable, d'une capacité de 6 000 places sur une surface de 4,5 hectares, pourra accueillir des compétitions sportives internationales (cyclisme, athlétisme), mais également des événements culturels (concerts).



Versailles, ville d'accueil

Versailles, déjà ville olympique en 1900 et 1924 est un site favorable pour l'organisation des deux épreuves : tir et cyclisme. Dans le cadre de l'accueil de ces deux disciplines en 2012, la Ville envisage la construction d'un Centre de tir. Construit sur une ancienne base militaire avec une capacité totale de 6000 places, cet équipement deviendra ensuite le nouveau centre de tir de la ville qui compte 1500 membres. Site touristique prestigieux, le château de Versailles offrira, pendant deux jours, un cadre spectaculaire pour les épreuves de cyclisme sur route devant 5000 spectateurs.





Après le referendum : rassembler les socialistes et refonder notre projet

En tant que socialistes, nous sommes pris dans une contradiction : la majorité de nos militants a adopté une ligne, qui va à l'inverse de la majorité de nos électeurs. Ceci n'est qu'un fait, à partir de ce fait, il nous faut donner une réponse politique.

Nous avons traditionnellement trois solutions dans ce cas :

"Ne rien changer"

On peut gloser sur la pollution du référendum par la situation intérieure, par le « problème Raffarin », par une campagne mal embochée, par les dérives populistes de certains et par la conjonction de forces politiques antagonistes autour d'un "non" de mauvaise foi, considérer aussi que les Français n'ont rien compris. Bref, on peut considérer qu'il existe une suite de (mauvaises) raisons rationnelles pour expliquer la situation.



"En profiter pour régler des comptes"

On peut inversement sombrer dans des procès mortifères, que les tenants du "non" et du "oui" peuvent d'ailleurs également s'infliger. Pour le "nonistes" c'est l'idée que décidément la direction du parti socialiste et une majorité de militants deviennent un obstacle à la transformation sociale, qu'il y a un espace pour autre chose à gauche, que la Direction doit "se soumettre ou se démettre" selon l'expression classique... Pour les "ouistes", c'est d'abord en appelant le 17 que le problème doit se régler, c'est une opération de police avec procès, condamnations et têtes dans la sciure qu'il est urgent de lancer...

"Régler politiquement notre contradiction"

A l'issue de toute consultation électorale, il est nécessaire de se remémorer qu'un parti politique c'est d'abord une force de proposition et d'entraînement, mais aussi un moyen de représentation des citoyens. Bref, un Parti politique c'est une bouche pour proposer et des oreilles pour entendre.

Ce qui nous importe dans notre cas c'est : voulons nous gagner les élections ? Quel projet avons-nous à proposer à nos concitoyens ?

Les réponses à ces deux questions ont des conséquences sur nous-mêmes.

Si nous voulons gagner en 2007 et 2008, il faudra tout le monde !

Militer dans un parti aussi mosaïque que le PS nécessite un effort permanent pour tenir tout le monde ensemble. Il n'y a pas de parti politique sans aile gauche, aile droite et donc centre. Interrogez un électeur du parti socialiste, il vous indiquera toujours qu'il vote pour nous parce qu'il est en phase avec DSK, Fabius, Hollande, Emmanuelli ou Montebourg...

Notre force depuis toujours c'est cette capacité à nous considérer comme des camarades même si nous sommes ensemble souvent une accumulation de contradictions.

Nous sommes confrontés à un réel défi : rassembler à gauche et offrir une alternative au déconstructionnisme de droite de Sarkozy.

Alors bien sûr il nous faudra clarifier notre idéologie et notre volonté de changer vraiment les choses.

Mais fondamentalement, c'est sur le projet pour réconcilier les Français que nous devons travailler.

Il nous faudra par exemple répondre à des questions comme :

Faut-il un État interventionniste et omniprésent ou un État régulateur ?

Faut-il un service public fort (et rénové dans son fonctionnement) ou des sociétés privées avec missions de services publics ?

Faut-il flexibiliser encore le travail ou faut-il proposer autre chose aux nouveaux "working poor" qui se multiplient dans les pays occidentaux ?...

Faut-il donner de nouveaux droits (adoption et mariage homo par exemple) ou faut-il sortir d'une certaine permissivité ?

Faut-il réactiver ou sortir du modèle « intégrateur » français en jachère depuis des années ?

Faut-il être volontaire pour inverser le rapport actuel entre capital et travail ?

Faut-il régulariser massivement et complètement les sans-papiers présents sur le territoire (à l'image de l'Espagne de Zapatero) ?

Faut-il mettre à plat le système scolaire français, si oui, pour quoi faire ?

Faut-il une sixième république ? Selon quels principes ?

Comment relancer la construction d'une Europe fédérale enfin capable de susciter l'enthousiasme des Européens ?

Comment redonner confiance dans l'action politique et l'envie d'engagement ?

Comment retisser des liens avec tous nos partenaires à gauche ?

Comment construire un nouveau parti socialiste plus ouvert, plus en phase avec la société ?

Voilà une longue suite de questions que nous pouvons aborder ensemble, militants et sympathisants de gauche en gardant à l'esprit que notre projet politique ne peut se faire "sans les gens".

Jean-Baptiste Roger

Membre du bureau de la Fédération PS 78

Infos 78

Service minimum dans les transports

Conseil régional, Lors de la séance du 26 et 27 mai.

A une question du groupe socialiste sur l'affaire du service minimum dans les transports d'Île-de-France, Jean-Paul Huchon a répondu qu'il s'est toujours opposé à la mise en place autoritaire d'un service minimum en cas de grève, qu'il a toujours préconisé le dialogue et la concertation avec les organisations syndicales et les élus franciliens, pour trouver un accord permettant de respecter le droit de grève des personnels tout en garantissant un niveau de service permettant aux Franciliens de se rendre à leur travail. Il a dénoncé le fait que ni les élus franciliens ni le conseil d'administration du STIF n'aient été associés à la préparation de ces prétendus accords. Par ailleurs, il a rappelé que 80% des dysfonctionnements des transports en Île-de-France ne sont pas la résultante de mouvements sociaux, mais la conséquence de problèmes techniques liés à la vétusté du matériel et à l'incivilité de certains voyageurs. Il a conclu son intervention en expliquant que si le gouvernement maintenait sa position, il proposerait, dès le transfert de compétences au nouveau Conseil d'Administration du STIF, de revenir sur le sujet.

Restructuration de la poste : les pires craintes confirmées...

Il s'est tenu le 27 mai, au Conseil Général des Yvelines, une réunion au cours de laquelle la direction de la poste est venue présenter ses projets de restructuration dans le département. Restructuration du tri, réorganisation des bureaux, les pires craintes déjà exprimées sont hélas confirmées. Ces projets ont reçu un accueil chaleureux de l'assemblée à l'exception des élus de gauche, inquiets de l'avenir du service public et en particulier des conséquences pour les plus isolés, et de ceux des cantons ruraux. Ça se comprend, il est promis de ne pas diminuer le nombre total de bureaux de poste dans le département tout en augmentant celui des bureaux en ville. Cherchez qui va trinquer !

Patrimoine écologique en danger...

Il reste encore, dans la boucle de Moisson, cinquante hectares de forêts n'ayant jamais été déboisés et possédant toute la diversité des espèces traditionnelles de la région. Pour son plus grand malheur, ce patrimoine écologique est situé sur une réserve de sable qui attire la convoitise des sablières de la Seine (société du groupe Lafarge). Le maire de Freneuse (commune sur laquelle est situé 90% de cette forêt) est d'accord pour laisser les sablières racheter le site à leurs propriétaires et l'exploiter au motif que les 500 premiers hectares l'ayant déjà été on peut bien finir. Quand on connaît la manière dont ont été réhabilités ces 500 hectares on ne peut qu'être inquiets. Il est urgent de mobiliser contre ce projet et d'épauler l'association écologiste locale dans son opposition.

Michelle Valladon, conseillère régionale



Michelle Valladon a été élue Maire de Villepreux pour la 1^{ère} fois en 1998, elle est également Conseillère régionale depuis cette même date. C'est donc une élue aguerrie que l'équipe d'Yvelines à Gauche a interrogé sur sa vie et ses responsabilités. Elle est mère de 3 enfants.

YàG : Maire et Conseillère régionale ! Comment gères-tu ?

Le cumul des mandats, c'est faire deux fois plus vite en deux fois moins de temps ! Mes semaines : 10 h par jour, 6 jours sur 7 en mairie et en représentation régionale dans le département et la région ou bien, 3 jours à Paris « train-métro » puis le reste à Villepreux ! C'est organiser en permanence ma vie familiale, sentimentale et professionnelle, c'est une question de hiérarchie de priorités ! Il faut dire que professionnellement, je suis à la retraite après 25 ans de travail et plusieurs années de mise en disponibilité pour exercer mes mandats.

Qui plus est, j'ai été désignée, il y a quelques mois, présidente du Centre d'Animation, de ressources et d'information sur la formation professionnelles de l'Ile de France (CARIF) en lieu et place de Jean Paul Huchon.

YàG : Le Carif ? Un « truc » de plus ?

Non ! Il s'agit d'un Groupement d'Intérêt Économique regroupant les partenaires sociaux, l'État et la Région qui a plusieurs missions :

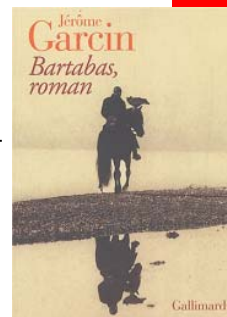
- o informer les salariés sur Internet (metiers.net et accea.net), et les professionnels sur les formations professionnelles dispensées dans la région avec le Conseil régional, la Direction régionale du travail, l'AFPA, l'ANPE, les ASSE-DIC, les missions locales, les chambres des métiers et consulaires, l'éducation nationale
- o une mission sur l'illettrisme,
- o une mission sur la VAE (Valorisation des acquis de l'expérience)
- o une mission pour l'information des travailleurs handicapés.

YàG : ça sert à quelque chose d'être Conseiller régional ?

Ça sert à aider les collectivités et les associations dans des domaines très divers (santé, éducation, transports, formation professionnelle, culture, schéma de directeur régional). Nous sommes des interfaces, des relais qui informons les élus de terrain et qui faisons remonter leurs préoccupations. Je compare ce rôle à celui d'un VRP. C'est souvent épuisant et peu gratifiant ! Ça devient très intéressant quand on est élu municipal majoritaire ou même d'opposition.

Yvelines à Gauche a aimé

« Bartabas, roman » de Jérôme Garcin



Dans son dernier livre « Bartabas, roman », Jérôme Garcin tisse le portrait d'un homme de spectacle exceptionnel, d'un artiste universel qui a réinventé le spectacle équestre. Il raconte la vie, semblable à un roman, d'un homme qui a construit, sous une identité fictive, un monde imaginaire. De la naissance de Clément Marty dans une famille aisée de Courbevoie jusqu'à Bartabas l'énigmatique « homme-cheval » fondateur du théâtre équestre Zingaro d'Aubervilliers, Jérôme Garcin perce l'homme derrière le mythe et nous fait partager l'admiration qu'il voue à ce cavalier hors du commun :

« Bartabas est beaucoup plus qu'un surnom, c'est une promesse de liberté. »

Bartabas, un artiste qui réinvente le monde, un écuyer qui n'en finit pas de célébrer la relation magnifique de l'homme et du cheval, se coulant dans la lenteur de son âme, dans son galop, dans une relation sensuelle et troublante. Une vie exceptionnelle qui nous est racontée par Jérôme Garcin avec précision, profondeur et poésie. Portrait et roman « Bartabas, roman » (chez Gallimard) n'est pas une biographie, c'est un voyage dans le rêve et dans le temps, dans le travail et la passion, mais aussi le récit d'une amitié fraternelle, botte à botte sur les chemins de traverse.

Jérôme Garcin dirige les pages culturelles du *Nouvel Observateur* et anime *Le Masque et la Plume* sur France Inter. Il est notamment l'auteur, chez Gallimard, de *La Chute de cheval*, prix Roger Nimier 1998, et de *Théâtre intime*, prix France Télévisions 2003.



Fédération du Parti socialiste

47 rue Aristide Briand
78130 Les Mureaux.
Tél : 01 34 92 01 85

Pour écrire
à « Yvelines à gauche » :

yvelinesagauche@voila.fr

Un tramway nommé désir

Cela fait plus de 40 ans que les Véliziens et la gauche réclament des transports publics fiables, ponctuels, rapides et sûrs. Cela fait plus de 40 ans qu'ils se débattent avec des lignes privées d'autocars déficientes et qu'ils s'épuisent dans des temps de transports interminables alors qu'ils habitent aux portes de Paris et de Versailles. Aucun terrain n'a été prévu en centre ville pour des transports en commun et les conséquences sont là : bruit, pollution, et paralysie quotidienne de la voirie municipale. L'arrivée de la gauche aux commandes de la région a rendu possible la mise en place d'un contrat de plan « État-Région » permettant la réalisation d'une ligne de tramway Viroflay-Vélizy-Châtillon connectant enfin Vélizy au RER et au métro parisien. Hélas, le Conseil général des Yvelines, maître d'œuvre du chantier du tramway sur le tronçon Viroflay - Vélizy - Meudon-la-Forêt, n'a pas associé les habitants aux choix des options à envisager et encore moins à retenir : place des stations, passage dans la forêt et dans la ville. Ainsi le projet présenté prévoit de raser un immeuble social abritant 72 familles rue Marcel Sembat alors que la ville manque cruellement de logements sociaux, sans compter la démolition d'une école maternelle et de deux pavillons. et sans compter de nouvelles déforestations. Les élus socialistes, avec les Véliziens, veulent le tramway, mais avec un tracé cohérent, respectueux des besoins sociaux et de l'environnement.